

Le sens d'un repentir

Le stade du 4-Août a vibré ce 30 mars 2001 au rythme de la spiritualité et de magnanimité, en cette journée nationale de Pardon. Blaise Compaoré, s'il s'est accroché au cou sept (7) engagements, attend de la part de ses concitoyens une citoyenneté responsable.

L'avenir du Burkina se chantera désormais au pardon et à la restauration de la paix. Cet engagement a été pris par Blaise Compaoré, président en exercice du Burkina Faso. Sera-t-il pris au mot ? Blaise Compaoré à la recherche d'un nouveau départ a pris un train d'engagements qui, s'ils sont tenus, ramèneront une vie paisible et harmonieuse au pays des hommes intègres. Sept (7) engagements qui traduisent une réelle volonté de penser au futur. Avec « la mise en œuvre de mesures de réparation dont la création d'un fonds d'indemnisation en faveur de toutes les familles victimes de la violence en politique, l'érection de monuments qui seront témoins de notre devoir de mémoire à l'égard de tous les héros et les martyrs, avec la mise en place d'un comité d'éthique composé de personnalités dont la probité, l'expérience et la compétence font autorité, dans le but d'aider à la moralisation de la vie publique et sociale notamment la lutte contre la délinquance économique et la corruption... » Blaise Compaoré vient ainsi convaincre ceux qui doutent encore de sa bonne foi, à rechercher une porte de sortie à cette crise qui gangrène le pays depuis le tragique événement de Sapouy. En retour, il lance un appel « ultime » à tous les Burkinabè sans exclusive, à faire preuve de dépassement de soi en vue de franchir le dernier obstacle qui nous sépare de la paix sociale, indispensable au développement de la nation.

A cet instant solennel de repentir de tous les torts et crimes, de reconnaissance de la responsabilité de l'Etat et le regret de tous les actes qui ont causé la fracture sociale qu'il faut aujourd'hui combler, Blaise Compaoré n'a pas manqué de s'assumer : « Sous la IV^e République, les insuffisances démocratiques de tout genre ont engendré malheureusement encore des violences que la conscience nationale a réprochées sous des formes de protestation dont l'ampleur était jusque-là insoupçonnée » a-t-il déclaré. Cependant il a déploré le manque de civisme qui

caractérise certains responsables burkinabè. Pour le chef de l'Etat, bien de situations que nous déplorons tous aujourd'hui auraient pu être évitées si chaque Burkinabè avait fait preuve d'esprit de responsabilité et d'un sens du devoir. Ce qui l'amène à appeler à une citoyenneté plus responsable et plus affirmée. Désormais, il faudrait bannir les blocages idéologiques. Blaise Compaoré demande à son peuple un sursaut salvateur. A ceux qui portent encore les stigmates de la violence, de l'arbitraire et de l'injuste, le président du Faso, au nom de l'Etat a demandé pardon, tout en exhortant ceux qui hésitent encore à prendre la main tendue, en franchissant le pas décisif du pardon. Dans tous les cas, son gouvernement sera instruit à consolider le dialogue avec tous les acteurs politiques afin de résorber le déficit de dialogue et de communication. Comme si cela ne suffisait pas, Blaise Compaoré, contre toute attente a pris l'engagement de mettre en place un mécanisme de suivi des engagements pris. Là-dessus, le président du Faso sera à coup sûr attendu de pieds fermes.

Sobriété et fermeté

Si le scénario du cérémonial de la journée nationale de Pardon a été tenu en secret par le comité d'organisation, sa découverte, aura comblé tout ce qu'un peuple était en droit d'attendre d'une telle journée, pour un instant de retrouvailles, où la nation se trouve face à elle-même. Pardon, paix étaient les mots qui trouvaient bien leur place à ce stade du 4-Août devenu pour la circonstance un lieu de culte. Le tribunal que l'on a appelé le « *praesidium* » rassemblait tout ce que le Burkina possède d'autorités religieuses et coutumières, de personnalités morales et spirituelles. Son réquisitoire a été sans appel par la voix pleine de religiosité et de volupté d'Anselme Sanou : « *Tout le monde est coupable* ». Personne ne trouvera à redire « *Pour ce que nous avons fait, pour ce que nous n'avons pas fait, pour ce que nous avons laissé faire, pour ce*

que nous avons fait faire », l'ensemble du peuple est rendu responsable de ce qu'il faut aujourd'hui exorciser.

L'événement était véritablement solennel et historique. Pour une fois que toutes les composantes de la nation se retrouvent en un seul lieu dans un même esprit, celui du pardon, l'événement était aussi à la fois émotionnel et pathétique.

Il fallait s'arrêter, le temps d'un examen de conscience. La grand-messe du pardon du 30 mars 2001 a réussi à servir de facteur de rapprochement entre les filles et les fils de ce pays, condamnés à partager le même destin. Les hommes passent mais l'histoire demeure dit-on. L'histoire retiendra que ce 30 mars 2001, les Burkinabè se sont retrouvés pour

partager ensemble les vertus du pardon. Les Burkinabè auront décidé, auront pris l'engagement de semer les graines du pardon qui produiront à coup sûr les fruits de la paix. Pour y parvenir, les différentes étapes qui conduisent au pardon ont été respectées : le repentir, l'aveu, la réparation. La valeur pédagogique de cette journée est naturellement à saluer, pour ces milliers d'âmes qui ont pris d'assaut les gradins du stade du 4-Août qui auront compris que diriger un pays ce n'est pas seulement mettre en place des politiques sociales, économiques et autres. Les religions donneront la leçon que lorsqu'il s'agit des hommes à gérer, il faudrait placer le spirituel au cœur de toutes entreprises.

Issoufou OUEDRAOGO